HAL open science

Les valeurs sociales et économiques de l'électorat

Vincent Tiberj

To cite this version:

Vincent Tiberj. Les valeurs sociales et économiques de l'électorat. 2011. hal-01069521

HAL Id: hal-01069521

https://sciencespo.hal.science/hal-01069521

Preprint submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les valeurs sociales et économiques de l'électorat

publié le 18 nov. 2011 07:56 par Vincent Tiberj [mis à jour le 13 févr. 2012 03:13 par ANNIE-CLAUDE SALOMON]

Vincent Tiberj, Centre d'Etudes Européennes, Sciences Po Paris.

La place de l'Etat dans l'économie, l'égalité sociale entre les Français, la redistribution des richesses ont fait et font toujours partie des sujets clivants en France, contrairement à ce qu'on pouvait penser au début des années 90. Des sociologues aussi illustres que Ronald Inglehart[1]expliquaient que les sociétés développées avaient atteint un optimum égalitaire et qu'elles pourraient désormais porter plus d'attention aux enjeux 'postmatérialistes', la subsistance de tous étant désormais assurée. Il n'en est rien. La France est plus que jamais sensible aux problèmes socio-économiques (chômage, pouvoir d'achat, inégalités). En cela elle ressemble aux autres démocraties occidentales. Elle se démarque cependant sur un point : l'attachement à l'Etat en général et aux services publics en particulier.

Mais qu'en est-il à la veille de la présidentielle ? L'influence de la crise de 2008, si elle affecte les demandes socio-économiques des Français, pourrait se concrétiser de deux manières opposées: soit en accentuant une demande de protection étatique de la part des citoyens, soit en remettant en cause les interventions de l'Etat, du fait de leur coût notamment. D'ailleurs, depuis 2008 ce sont à la fois des gouvernements de gauche et des gouvernements de droite, donc des politiques différentes, qui ont été sanctionnés dans les urnes en Europe.

Pour répondre à cette question, l'enquête TNS Sofres - TriÉlec d'octobre 2011 a intégré plusieurs séries de questions ayant trait aux valeurs socioéconomiques dont certaines ont été posées depuis plus de 25 ans.A l'inverse de nombreuses enquêtes et sondages,la comparaison dans le temps est, de notre point de vue, fondamentale et constitue une priorité. En utilisant des questions qui ont été posées à plusieurs reprises dans le passé,il est possible de mesurer comment les préférences ou demandes de l'électorat ont évolué et surtout de les comparer d'une élection à l'autre. A partir de ces séries, un indicateur de préférences socio-économiques peut être construit qui permet de connaître l'évolution de l'opinion publique française depuis 1978.

Les questions posées sont les suivantes :

- Pensez-vous qu'il faut accorder la priorité dans les prochaines années ...? à la compétitivité de l'économie française ou à l'amélioration de la situation des salariés
- Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut…Que l'Etat fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté Ou, au contraire, que l'Etat les contrôle et les réglemente plus étroitement
- Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout
- Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout
- Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres : tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout

Pour chacune de ces questions, il est aisé de distinguer les réponses reflétant des positions « sociales » (en gras) - qui renvoient à des demandes et des politiques publiques plutôt défendues par la gauche – de celles correspondant à des positions « libérales » plutôt soutenues par la droite.

L'état des demandes socioéconomiques

Clairement l'enquête TNS Sofres - TriÉlec d'octobre 2011dresse le portrait d'un électorat

particulièrement en demande de protection et de redistribution.

Tableau 1. Le rapport social/ libéral sur différents enjeux socio économiques

			Chômeurs		
-	Etat et entreprises	Compétitivité ou salaires	-	Prendre aux riches	Trop de fonctionnaires
1986	29	**	**	**	**
1988	32	**	**	**	**
1995	**	70	**	**	**
1997	49	68	**	**	**
2002	45	**	**	**	53
2007	52	69	38	57	**
2011	57	62	51	68	63

Source: Enquête TNS Sofres - TriÉlec, octobre 2011. Lecture du tableau : chaque score représente le ratio entre la proportion de réponses « de gauche » et le total des réponses « de gauche » et « de droite ». Ainsi un score de 50 induit qu'il y a autant de réponses de gauche et de droite, un score de 100 qu'il n'y a que des réponses de gauche, un score de 0 que des réponses de droite et un score de 66, que les réponses de gauche pèsent deux fois plus que les réponses de droite.

Dans quatre séries de réponses sur cinq, le niveau de demandes sociales au moment d'une élection majeure atteint son maximumcette année. Ainsi pour la série la plus longue où les électeurs ont à choisir entre plus de liberté pour les entreprises ou plus de contrôle par l'Etat, jamais la demande de contrôle des entreprises n'a été aussi forte. A peine 40% des personnes interrogées souhaitent que l'Etat laisse plus de libertés aux entreprises contre 53% qui demandent plus de contrôle par la puissance publique. En 2007 les proportions respectives étaient de 47% et de 51%. Les tenants du « laisser-faire » ont perdu un cinquième de leurs effectifs en moins de 5 ans.

Le retour en grâce de l'Etat se confirme quand on examine l'attitude à l'égard des fonctionnaires. Même si les interviewés ont bien intégré la crise de la dette qui touche l'ensemble de l'Union Européenne, la part des Français opposés à la réduction du nombre de fonctionnaires n'a jamais été aussi forte dans l'historie de cette série, initiée en 2002. Cette année là 44% des Français interrogés soutenaient qu'il y avait trop de fonctionnaires, 50% s'y opposaient. En 2011, ils sont respectivement 35% et 62%.

Ce soutien particulièrement fort à l'Etat se double d'une volonté affichée non seulement de faire plus contribuer les riches mais aussi de soutenir les premières victimes de la crise, les chômeurs. La question de la fiscalité appliquée aux hauts revenus a été un leitmotiv de la présidence de Nicolas Sarkozy, de la loi Travail, Emploi, Pouvoir d'Achat, votée en juillet 2007 à la taxe exceptionnelle de 2011. En cela le pouvoir en place a oscillé entre faire contribuer plus ou moins les hauts revenus. Clairement l'opinion publique française a toujours soutenu une taxation des plus riches mais aujourd'hui cette demande atteint son niveau le plus haut : 67% contre 57% au moment où Nicolas Sarkozy est entré en fonction, ce moment constituant d'ailleurs le minimum historique de cette série initiée en 2000.

Généralement les Français tendaient à blâmer les demandeurs d'emploi. S'exprimait ici une des formes de dénonciation de l'assistanat. Tout au long de la campagne 2006/ 2007, les français était entre 58% et 62% à considérer que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Cinq ans plus tard ils sont 10 à 12% de moins (soit 48% des interviewés) contre 50% qui pensent le contraire. Autrement dit pour la première fois depuis que cette série existe, on constate un équilibre, plutôt en faveur des chômeurs.

Les demandes sociales semblent donc être au plus haut et la gauche avoir le vent en poupe en 2011 sur le terrain socio-économique, terrain historique de l'affrontement gauche/ droite. C'est d'autant plus remarquable que la question de la dette est devenu un sujet de préoccupation important et qu'au moment de l'enquête, la crise grecque et les coupes budgétaires en France étaient régulièrement en une des journaux.

Vers un nouveau mai 1981 ? Le *mood* socioéconomique des Français

Peut-on se fonder uniquement sur le résultat de ces seules séries de questions pour statuer sur l'équilibre des forces entre la gauche et la droite aujourd'hui ? On peut légitimement se poser la question, puisqu'une des cinq séries indique une dynamique différente des quatre autres : celle où les individus ont à choisir entre améliorer la compétitivité des entreprises ou augmenter les salaires. Clairement ici le public s'avère plus favorable à la compétitivité des entreprises aujourd'hui qu'à n'importe qu'elle autre échéance électorale. Cette priorité a toujours été minoritaire dans l'opinion (entre 28% et 30% selon les élections), mais aujourd'hui 36% des Français la choisissent face à l'augmentation des salaires. Celle-ci convainquait entre 67% et 68% des interviewés dans le passé. Ils sont 59% en 2011.

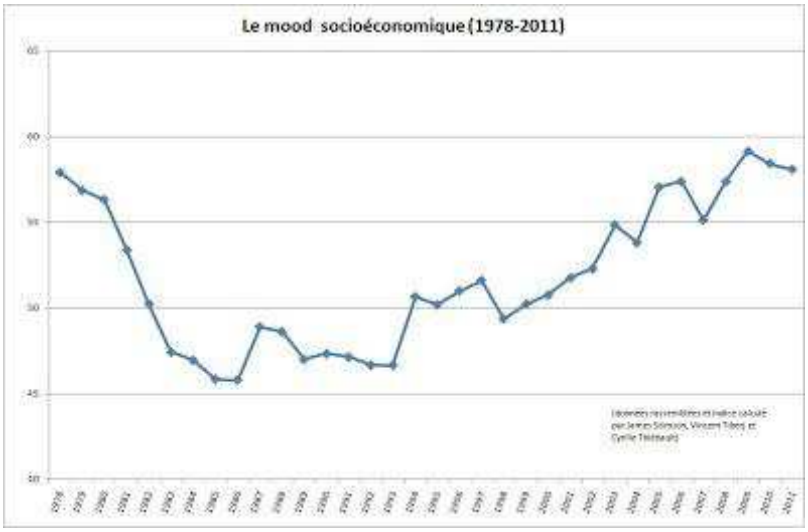
En fait quand on tente d'analyser les évolutions dans le temps de l'opinion publique plusieurs problèmes se posent. Dans le tableau précédent plus de la moitié des cases sont vides, signe soit que la question n'a pas été posée à l'époque, soit qu'elle n'avait pas été encore inventée. Ces ruptures de séries sont un vrai casse-tête pour la comparaison dans le temps. Par ailleurs certaines séries commencées dans les années 70 et 80 ont été abandonnées par la suite. C'est le cas par exemple de l'opinion à l'égard des nationalisations qui a disparu des questionnaires d'enquête au milieu des années 90, mais a refait son apparition dans une enquête TNS-Sofres / Fondation Gabriel Peri en juin 2010. Autre problème : quelles séries de questions représentent le mieux les évolutions de l'opinion publique ? On le voit avec nos cinq séries de questions socio-économiques, les réponses peuvent évoluer dans des sens différents, vers plus ou moins de demandes sociales : à peine majoritaires si on s'en tenait à la question sur les chômeurs, elles seraient la priorité de près de deux français sur trois si on l'évaluait à partir du souhait de faire plus contribuer les riches.

Une méthode a été mis au point par James Stimsonpour répondre à ces différents problèmes. Son objectif est de mesurer de manière synthétique les évolutions de l'opinion publique sur des dimensions qui intéressent les chercheurs (par exemple la tolérance à l'égard des immigrés, le nucléaire ou encore ici les demandes sociales ou libérales), avec une mesure comparable dans le temps. Cette mesure,« *mood* » (« humeur ») outre-atlantique,est dénommée, en France, un « indice longitudinal de préférence ». Le *mood* américain permet ainsi de comprendre les évolutions de l'opinion américaine des années Eisenhower aux années Obama[2]. Plutôt que de se fonder sur une seule question susceptible de biais de mesure et d'erreur d'une année à l'autre, ou, pire, susceptible d'avoir été rétirée des questionnaires de sondage sur une ou plusieurs année(s), l'indice se fonde sur l'agrégation de 106 séries rassemblées par James Stimson, Cyrille Thiébaut et moi-même, posées à au moins deux reprises de manière strictement identique depuis 1978, soit une période de 41 années d'enquêtes. Parmi ces questions, 13 ont été posées 10 fois ou plus dans des enquêtes et 51 au moins 5 fois. On fondera notre mesure sur un fichier qui recense au total 537 mesures de l'opinion publique. Au-delà de la condition d'être répétée dans le temps, ces séries ont été sélectionnées si et seulement elles permettaient de distinguer clairement entre demandes de type « sociale » et demandes de type « libérale ».

Chacune des séries utilisées dans le calcul de l'indice prend pour chaque année une valeur calculée comme suit : proportion de positions sociales dans l'échantillon sur proportions de réponses sociales et libérales.Les variations de sans-réponses dans les séries sont ainsi neutralisées pour ne saisir que les évolutions des demandes de l'opinion. Une fois ces valeurs calculées pour les 106 séries, une procédure statistique est appliquée qui permet de « résumer » l'information qu'elles contiennent pour aboutir à cette mesure synthétique qu'est l'indice longitudinal de préférences. Le grand avantage de cette méthode est qu'on n'a pas besoin de données exhaustives pour l'ensemble des séries utilisées. En l'occurrence ici les cinq séries suffisent pour calculer les évolutions de l'opinion publique.

Au final on obtient donc une note de demandes sociales qui peut théoriquement évoluer de 0 à 100, 0 constituant un cas fictif où l'électorat français n'auraient que des demandes libérales et 100 un cas où chaque individu exprimerait des préférences sociales. L'avantage des scores calculés pour chacune des années est qu'ils sont comparables. Ainsi une augmentation de l'indice sur une année équivaut à une progression des demandes sociales dans l'opinion publique française, une diminution une poussée des demandes libérales. Surtout, avec ce mode de calcul l'analyse des évolutions s'avèrent beaucoup plus fiables qu'avec une seule question ou même un ensemble de questions. Ainsi, pour un échantillon de 1000 personnes, la marge d'erreur pour une question est d'environ plus ou moins 3,2

points de pourcentageautrement dit avec un résultat de sondage donné, il faut ajouter ou retrancher 3,2 points de pourcentage pour être dans 95% des cas de la valeur réelle de cette opinion dans la population. Pour les indices longitudinaux la marge d'erreur n'est que de plus ou moins 1,6[3].



Aide à la lecture : si le score de l'indice tend vers 0 plus forte les demandes libérales et s'il tend vers 100, plus fortes seront les demandes sociales.

On peut tirer plusieurs enseignements de cet indicateur longitudinal de préférences.

Premièrement les demandes sociales ne sont pas stables dans le temps, bien au contraire. Ainsi elles ont évolué entre un minimum de 46 en 1985 et un maximum de 59 en 2009.

Deuxièmement les préférences des Français pour les valeurs sociales sont particulièrement fortes à la veille de la présidentielle 2012. L'opinion renoue même avec des niveaux qui n'avaient pas été atteints depuis la fin des années 70. Ainsi, à la veille de l'élection de François Mitterrand, l'indice était de 56,5 quand aujourd'hui il s'élève à 58. Ce résultat est d'autant plus marquant qu'il est très proche du point maximum relevé en 2009. A titre de comparaison en 2006, le niveau de demande sociale était de 57, et en 2001 il s'élevait à 51,5.

Troisièmement, il est essentiel d'analyser le sens des évolutions de ces demandes. Avec l'élection de François Mitterrand, la chute des demandes sociales a été particulièrement forte (7,5 points de moins en quatre années) et même si elles ont ré-augmenté entre 1986 et 1987, elles sont restées jusqu'au milieu des années 90 relativement basses : entre 46 et 48.Depuis, la tendance est bien à une hausse régulière. Ainsi entre 1993 et aujourd'hui, la progression est de 11,5 points ; entre 2002 et 2011, de 6 points ; entre 2007 et 2011, de 3 points. On peut d'ailleurs remarquer que la crise économique qui a débuté en 2008 n'a affecté qu'à la marge les demandes socio-économiques.

La situation est donc, dans une perspective historique, comparativement difficile pour la droite. Cependant les demandes socio-économiques ne se traduisent pas automatiquement en votes. En effet, d'autres dimensions peuvent être pertinentes pour les électeurs : la personnalité des candidats ou d'autres enjeux politiques (sécurité, ou immigration par exemple). La présidentielle de 2007 en est l'une des illustrations. Si Nicolas Sarkozy l'a emporté, c'est aussi parce qu'il a su jouer sur la dimension des valeurs culturelles[4] et donc minorer l'influence des demandes sociales.

La campagne électorale peut également influer à très court terme sur les préférences des Français. Les préférences socioéconomiques ont ainsi évoluée très rapidement, entre 2006 et 2007, avec un recul de près de 2 points des demandes sociales, avant qu'ellesne reviennent à leur niveau de 2006 dès 2008. On peut néanmoins se demander si l'impopularité dans laquelle s'est installée Nicolas Sarkozy dès l'automne 2007 ne tient pas au décalage perçu par les citoyens entre demandes sociales et politiques menées par l'actuelle majorité. A ce stade de la campagne, l'opposition apparaît donc évoluer en terrain favorable pour ce qui est des questions socio-économiques.

[1]Ronald Inglehart, *Culture shift in advanced industrial society* [Princeton (N.J.), Princeton university press , 1990

[2] http://www.unc.edu/~cogginse/Policy_Mood.html

[3] Pour plus de détails, le lecteur intéressé pourra se référer à James Stimson, Vincent Tiberj ,Cyrille Thiébaut, «Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue française de science politique* 5/2010 (Vol. 60), p. 901-926 (disponible à l'adresse suivante : www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-901.htm).

[4] Voir Etienne Schweisguth, « Le trompe-l'oeil de la droitisation », *Revue française de science politique*, 57 (3), juin 2007, pp. 393-410 ; Vincent Tiberj, *La crispation hexagonale : France fermée contre « France plurielle », 2001-2007*, Paris, Plon-FJJ, 2008